



Coalition estrienne opposée à la tarification et à la privatisation des services publics

Sherbrooke, le mardi 12 février 2013.

Lettre d'opinion

Lors de la dernière campagne électorale, le parti Québécois s'est engagé à organiser un sommet sur l'éducation supérieure. Ce devait être l'occasion d'une réflexion large sur l'avenir des universités et des cégeps. On nous a promis un forum où toutes les questions et tous les points de vue seraient entendus. On y parlerait du financement, bien sûr, mais aussi des principes fondamentaux qui doivent gouverner les institutions d'enseignement supérieur. Comment pouvons-nous nous assurer que les universités et les cégeps combient leur rôle social de former des citoyens critiques et engagés? Comment pouvons-nous protéger l'enseignement supérieur contre certaines dérives qu'entraîne la recherche, particulièrement celle qui est soumise à des impératifs marchands? Comment pouvons-nous contrer la montée du clientélisme et de la marchandisation? Voilà quelques-unes des questions qui devaient être abordées. Le sommet devait également offrir un lieu afin de retisser les liens entre les acteurs du milieu de l'éducation supérieure après un printemps sous le signe de la polarisation et de l'affrontement.

Quel est le bilan de la Coalition Estrienne contre la privatisation et la tarification des services publics quelques semaines avant le sommet? Il se résume en un mot : déception. Les rencontres préparatoires ont donné lieu à des discussions formatées lors desquelles plusieurs acteurs importants ont été écartés. Des questions que nous espérions voir abordées n'ont pas été véritablement débattues. Lors de chaque rencontre, il était de plus en plus clair que le gouvernement Marois était plus intéressé par la création d'un consensus, aussi artificiel soit-il, que par le choc des idées. De plus, cela sautait aux yeux que le gouvernement avait déjà décidé de la marche à suivre dans plusieurs dossiers — pensons à l'indexation des frais de scolarité — avant même la fin des travaux! Plus le temps avance, plus nous arrivons à la conclusion que le sommet sur l'éducation supérieure n'est rien d'autre qu'une diversion dont le principal objectif est de désamorcer la mobilisation étudiante du printemps 2012.

Devant la vacuité de l'exercice proposée par le gouvernement Marois, un seul choix s'offre à celles et ceux qui défendent un système d'enseignement supérieur de qualité et gratuit. Il faut répéter encore une fois que des solutions fiscales existent qui permettent d'instaurer la gratuité scolaire. C'est ce que nous ferons le 26 février prochain lorsque nous retournerons dans la rue pour faire entendre nos voix!

Steve Mckay

Pour la Coalition estrienne opposée à la tarification et à la privatisation des services publics.